

**Décret n° 2018-1222 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures de simplification dans le champ du handicap**

NOR: SSAA1832060D

Version consolidée au 6 février 2019

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 241-3 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 821-1 et L. 821-4 ;

Vu le code du travail, notamment son article L. 5213-2 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle en date du 8 novembre 2018 ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du 28 novembre 2018 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 4 décembre 2018 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

**Article 1**

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code de l'action sociale et des familles - art. R241-15 (VD)
- Modifie Code de l'action sociale et des familles - art. R241-31 (VT)

**Article 2**

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code de la sécurité sociale. - art. R541-3 (VD)
- Modifie Code de la sécurité sociale. - art. R821-2 (VD)
- Modifie Code de la sécurité sociale. - art. R821-5 (VD)

**Article 3**

L'allocation mentionnée à l'article R. 245-3 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure au 12 février 2005 est accordée sans limitation de durée à toute personne qui présente un taux d'incapacité permanente d'au moins 80 % et dont les limitations d'activité ne sont pas susceptibles d'évolution favorable, compte tenu des données de la science.

#### **Article 4**

I. - Les dispositions du premier alinéa de l'article R. 241-31 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue du présent décret, sont applicables au lendemain de la publication de celui-ci.

II. - Les dispositions du deuxième alinéa de l'article R. 241-31 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue du présent décret, sont applicables au 1er janvier 2020.

III. - Les autres dispositions du présent décret sont applicables au 1er janvier 2019.

#### **Article 5**

La ministre des solidarités et de la santé et la secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 24 décembre 2018.

Edouard Philippe  
Par le Premier ministre :

La ministre des solidarités et de la santé,  
Agnès Buzyn

La secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées,  
Sophie Cluzel